

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Crèche Joséphine Baker - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Située en plein cœur de la ZAC Ovalie, la crèche Joséphine Baker est un établissement municipal d'accueil de jeunes enfants qui offre une capacité de 60 places en accueil collectif et de 9 places en accueil familial. Depuis son ouverture en 2012, ce multi-accueil collectif et familial accueille chaque mois environ 90 enfants de 0 à 3 ans qui habitent principalement le quartier.

En 2012, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée initiale de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012. Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal a autorisé le renouvellement de la DSP puis, par délibération du 23 juillet 2015, a confié l'exploitation de la crèche à la société People&Baby.

Après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 28 octobre 2019 et l'avis du comité technique le 18 novembre 2019, le Conseil municipal a décidé de déléguer à nouveau la gestion et l'exploitation de la crèche Joséphine Baker via une délégation de service public pour une durée de 5 ans par délibération du 21 novembre 2019.

Le cadre juridique retenu est celui de la concession de service, sous forme de délégation de service public, régie par les dispositions de la troisième partie du code de la commande publique ainsi que par les articles L.1410-1 à L.1410-3, L.1411-1 à 1411-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et R.1411-1 à R.1411-8 du CGCT.

La Ville a envoyé à la publication, le 9 juin 2020, un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) ;
- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ;
- Revue spécialisée : Gazette santé sociale ;
- Profil acheteur de la Ville.

Il s'agit d'une procédure de passation de type « restreinte » : seuls les candidats admis à présenter une offre par la Commission de délégation de service public (CDSP) prévue à l'article L.1411-5 du CGCT ont reçu le dossier de consultation et ont pu déposer une offre. En application des articles R 3123-11 à R 3123-13 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à présenter une offre était fixé à trois minimum et cinq maximum.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 17 juillet 2020 à 12h00.

Les candidatures ont été ouvertes le 17 juillet 2020 et ont été renvoyées à l'analyse.

Neuf opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de dépôt des candidatures. Sur la base des critères de sélection des candidatures, la Cdsp, réunie le 7 mai 2021, a considéré que les cinq candidats suivants étaient admis à présenter une offre :

- LPCR Collectivités publiques ;
- People&Baby ;
- La Maison bleue ;
- Evancia Babilou ;
- Crèche Attitude Tasso.

Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés aux cinq candidats. Il fixait les dates et heures limites de réception des offres au 4 novembre 2021 à 12h00.

Trois candidats ont remis un pli avant la date et l'heure limite de dépôt des offres :

- People&Baby ;
- La Maison bleue ;
- Evancia Babilou (lettre de retrait de la procédure).

People&Baby a remis une offre financière variante prévoyant la création de 6 places supplémentaires au 1^{er} janvier 2023 au lieu des 9 places exigées dans le dossier de la consultation. Cette offre doit être regardée comme irrégulière dès lors qu'elle ne respecte pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation. Les autres offres sont régulières.

Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, la CDSP a rendu un avis sur les offres remise en séance du 15 février 2022.

Sur la base de l'avis rendu par la CDSP, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les deux candidats ayant remis une offre :

- People&Baby ;
- La Maison bleue.

Des négociations écrites et orales ont été menées.

Les deux candidats ont remis une offre finale.

Les offres finales ont été analysées sur la base des critères suivants énoncés au règlement de la consultation :

Critère n° 1 : Valeur technique /140
Sous-critère N°1 : Qualité du service rendu à l'utilisateur / 90
• La qualité du projet d'établissement /30 points
• Qualité des moyens de gestion et du personnel dédié et de son dimensionnement et le cas échéant des fonctions support mis à disposition (qualification et expérience, organigramme, références liées à la gestion du service, moyens matériels et techniques) ; /20 points
• La qualité du projet pédagogique et d'animation (activités proposées, environnement et aménagement mis en place) /20 points
• La qualité des repas proposés aux enfants en ce compris la prise en compte des PAI, allergies et intolérances /15 points
• Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants /5 points
Sous-critère N°2 : Qualité du projet technique / 30
• La pertinence et qualité technique des investissements complémentaires et de renouvellement proposés (ainsi que leur délai de réalisation ou installation) / 10 points
• Qualité du plan d'entretien courant et du plan de gros entretien/grosses réparation/renouvellement des biens du service en ce compris le nettoyage et l'hygiène des locaux /10 points
• Qualité des modalités de suivi, de reporting et de contrôle du service par la Ville./10 points
Sous-critère N°3 : Développement durable/ 20
Les engagements du candidat pour inscrire l'exploitation dans une démarche de développement durable notamment en termes de performance et d'économies d'énergie et d'insertion sociale.
Critère N°2 : Intérêt économique et financier de l'offre / 60
Sous-critère n°1 : Le coût horaire moyen de la participation communale pour l'accueil collectif et pour l'accueil familial /30
Sous-critère n°2 : Cohérence du CEP notamment des frais de structure et des charges de personnel et des résultats annuels /10
Sous-critère n°3 : Montant des investissements net /10
Sous-critère n°4 : Montant du GER /5
Sous-critère n°5 : Niveau des recettes en cohérence avec les hypothèses d'ouverture de l'équipement et des services et de la tarification proposées /5

Il ressort de l'analyse des offres détaillées, que l'offre de la société People&Baby apparaît classée en première position. Il est donc proposé au Conseil municipal de retenir la société People&Baby comme délégataire pour la gestion de la crèche Joséphine Baker.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer entre la Ville et la société People&Baby sont les suivantes :

- Périmètre de la délégation de service public :
La Ville met à disposition du Délégataire, à titre exclusif, les locaux de la crèche Joséphine Baker situés 164 avenue Jean Prat à Montpellier (quartier Ovalie) installations, aménagements et matériels inclus dans le périmètre délégué tel qu'ils sont décrits en annexe au contrat. Le Délégataire est tenu d'utiliser les ouvrages, biens et équipements d'exploitation, conformément à la réglementation en vigueur présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité, de sûreté et de respect de l'environnement. L'ensemble de ces biens dits de retour reste propriété du Délégant. Le Délégataire est responsable desdits biens et a charge de les restituer, en fin de contrat, en parfait état d'entretien et en bon état de fonctionnement. Le Contrat n'accorde pas de droits réels au profit du Délégataire.
- Durée :
Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans : du 1^{er} septembre 2022, date du début d'exécution, au 31 août 2027. La période de préparation entre la prise d'effet du Contrat au jour de sa notification par le Délégant et son début d'exécution ne fait l'objet d'aucune rémunération.

▪ Prestations confiées au délégataire :

Le délégataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de la crèche Joséphine Baker. Cette crèche est d'une capacité de 60 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial. La crèche devra acquérir une capacité de 69 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le Délégataire assure la gestion du service public délégué et notamment l'exercice des missions suivantes :

- Gestion et exploitation de la crèche Joséphine Baker par l'accueil d'enfant âgés de moins de quatre ans ;
- L'entretien et la maintenance des locaux et équipements mis à disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité ;
- Rédaction du, règlement de fonctionnement, du projet d'établissement et du projet pédagogique ;
- Livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas dans le respect des normes et du plan de maîtrise sanitaire.

Durant l'exécution du Contrat, le Délégataire est tenu d'informer la Ville de l'évolution des normes en vigueur régissant les activités déléguées, notamment en matière d'hygiène et de sécurité et de sûreté et de lui soumettre les mesures d'amélioration en cas de non-conformité. Il est tenu d'accueillir les enfants dans le respect des normes d'encadrement des enfants, de sécurité et d'hygiène en vigueur, présentes et à venir pendant toute l'exécution du contrat. Le Délégataire est entièrement responsable de l'exécution du Contrat, tant à l'égard du Délégant que des usagers, des tiers et des autorités publiques autres que le Délégant.

▪ Moyens de gestion et personnel dédié :

Accueil assuré par 26 professionnels (25,6 ETP) pour le multi-accueil collectif (1 Directrice Puéricultrice, 1 Directrice Adjointe Puéricultrice, 1 EJE Responsable pédagogique, 3 EJE, 6 AP, 9 CAP, 1 contrat d'apprentissage, 2 agents techniques, 1 cuisinier et 0,6 secrétaire) et 3 assistantes maternelles pour le multi-accueil familial.

▪ Formation des professionnelles :

Engagement sur au moins 2 jours de formation par an et par professionnel, en dehors des journées pédagogiques.

▪ Crèche de garde :

Modalités de fonctionnement prévoyant l'accueil des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant la période estivale, en concertation avec la Ville.

▪ Projet de crèche pour répondre aux attentes spécifiques du territoire :

Engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 25% d'enfants à temps partiels (durée inférieure à 4 jours par semaine) et mise en place d'une organisation pour l'accueil des enfants des familles en démarche d'insertion et/ou orientées par la Plateforme Garde d'Enfants (PGE) gérées par l'association Adages (engagement de réserver 3 places).

▪ Préparation des repas :

Repas préparés sur place et élaborés à partir de 75 à 80% de produits bruts et frais et 50% de produits issus de l'agriculture biologique.

▪ Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants :

Garantie avec 50% des produits biologiques et/ou écologiques destinés à l'hygiène et à l'entretien.

▪ Actions de développement durable :

Engagements concrets et quantifiables (camions de livraison « restauration » respectant la nouvelle norme européenne euro 6 EEV, engagements en matière de sobriété énergétique...).

- Modalités financières :
Participation financière de la Ville permettant d'optimiser les taux d'occupation et assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule suivante :
 $P = [1,57 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées pour l'accueil collectif}] + [1,13 \text{ € par heure facturée pour l'accueil familial}]$.
- Gros entretien renouvellement (GER) :
Obligations en matière de gros entretien renouvellement des biens affermés à hauteur de 17 977 € HT sur la durée du contrat pour permettre à la Ville de retrouver des équipements en bon état d'entretien à l'issue du contrat.
- Investissements :
Engagements du délégataire, hors GER, d'investir à hauteur de 180 983 € HT.
- Contrôle de la Ville :
Le délégataire produit chaque année le rapport annuel qui porte sur l'exécution du contrat entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Il remet également trimestriellement un rapport d'activité présenté au délégant lors de réunions trimestrielles auxquelles le délégataire est tenu de participer.
- Garantie à première demande :
Dans le délai d'un mois après la signature du Contrat, le Délégataire fournira une garantie à première demande délivrée par un établissement bancaire ou financier agréé. Cette garantie sera d'un montant de 5% des produits d'exploitation de la 1^{ère} année tels qu'ils résultent du compte d'exploitation prévisionnel.
- Sanctions et pénalités :
Mise en place de sanctions pécuniaires et de mesures résolutives (mise en régie provisoire, résiliation) en cas de faute du Délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le choix de la société People&Baby en tant que titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation de la crèche Joséphine Baker à Montpellier ;
- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV DSP Crèche J.BAKER signé.pdf
- RAO offres finales crèche J. Baker signé juin 2022.pdf
- Rapport d'analyse des candidatures - signé.pdf
- PV CDSP 15 02 22 Crèche J.BAKER.pdf
- RAO DSP JB signé CDSP.pdf
- Projet de contrat DSP crèche J.Baker version def.docx
- Annexe 1 Périmètre de l'équipement délégué (plans de la crèche Joséphine Baker).pdf
- Annexe 2 Inventaire A1 des biens affectés à la crèche J. Baker.pdf
- Annexe 6 Programme pluriannuel de GER.pdf
- Annexe 7 Programme pluriannuel d'investissements.pdf
- Annexe 8 Plan de financement des investissements.pdf
- Annexe 9 Compte rendu de visite PMI augmentation capacité d'accueil.pdf
- Annexe 10 Procédure d'attribution des places de la crèche J.Baker.pdf
- Annexe 11 Principes de l'attribution des places.pdf
- Annexe 12 Outils de communication avec les familles.pdf
- Annexe 13 Règlement de fonctionnement.pdf
- Annexe 14 Projet d'établissement.pdf
- Annexe 15 Projet éducatif global de la Ville de Montpellier.pdf
- Annexe 16 Projet pédagogique et d'animation.pdf
- Annexe 17 Description du procédé de fabrication repas et délivrance des repas.pdf
- Annexe 18 Protocole de mise en sûreté des enfants et du personnel.pdf
- Annexe 19 Plan de maîtrise sanitaire Ville de Montpellier.pdf
- Annexe 20 Détail de la masse salariale et organigramme.pdf
- Annexe 21 Cadre du rapport trimestriel.pdf

- Annexe 22 - Cadre du rapport annuel.pdf
- Annexe 23 - Garantie à première demande (engagements du candidat).pdf
- Annexe 24 Compte d'exploitation prévisionnel détaillé.pdf
- Annexe 25 Procédure de réservation de berceaux.pdf
- Annexe 26 Action en matière de développement durable et d'insertion.pdf
- Annexe 27 Engagements en matière d'entretien courant.pdf
- Annexe 28 Produits et consommables à destination des enfants.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198196-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.